

"La brumeuse machine de guerre" - La campagne militaire des Etats-Unis contre la liberté de la presse (New York Times)

18 juin 2014



Chelsea MANNING

FORT LEAVENWORTH, Kansas. — Quand j'ai décidé de divulguer les informations classifiées en 2010, je l'ai fait par amour pour mon pays et dans un sentiment du devoir envers les autres. Je purge actuellement une peine de 35 ans de prison pour ces révélations non autorisées. Je comprends que mes actions ont violé la loi.

Toutefois, les préoccupations qui m'ont motivée n'ont pas été résolues. Tandis que guerre civile éclate en [Irak](#) et quand les États-Unis envisagent à nouveau une intervention, cette entreprise inachevée devrait donner une nouvelle urgence à la question de savoir comment l'armée étatsunienne a contrôlé les couvertures médiatiques là-bas et en [Afghanistan](#). Je crois que les limites actuelles sur la liberté de la presse et le secret excessif du gouvernement empêchent les Étatsuniens de comprendre pleinement ce qui se déroule dans les guerres que nous finançons.

Si vous avez suivi les informations pendant les élections de mars 2010 en Irak, vous vous souvenez peut-être que la presse étatsunienne était inondée d'histoires déclarant que les élections étaient un succès, avec des anecdotes et des photos de femmes irakiennes optimistes affichant fièrement leurs doigts tachés d'encre. Le message sous-jacent était que les opérations militaires étatsuniennes avaient réussi à créer un Irak stable et démocratique.

Ceux d'entre nous qui y stationnaient avaient une conscience aiguë d'une réalité plus complexe.

Les rapports militaires et diplomatiques arrivant sur mon bureau détaillaient une répression brutale contre les dissidents politiques par le ministre de l'Intérieur et de la police fédérale irakien, au nom du Premier ministre [Nuri Kamal al-Maliki](#). Les détenus étaient souvent torturés ou même tués.

Au début de cette année-là, j'ai reçu l'ordre d'enquêter sur quinze individus que la police fédérale avait arrêtés, soupçonnés d'avoir imprimé de la « littérature anti-irakienne ». J'ai appris que ces personnes n'avaient absolument aucun lien avec le terrorisme ; elles publiaient une critique érudite sur l'administration de M. Maliki. J'ai transmis cette information à l'officier responsable de l'est de Bagdad. Il a répondu qu'il n'avait pas besoin de cette information ; à la place, je devais aider la police fédérale en trouvant plus d'imprimeries « anti-irakiennes ».

J'étais choquée par la complicité de nos militaires dans la corruption de cette élection. Pourtant, ces détails troublants n'ont pas été rapportés par les médias étatsuniens.

Ce n'était pas la première (ou la dernière) fois que je me sentais obligée de remettre en question la façon dont nous avons mené notre mission en Irak. Nous, les analystes du renseignement et les officiers auxquels nous

rendons compte, avions accès à une vue d'ensemble de la guerre que peu d'autres avaient. Comment les décideurs de niveau supérieur pouvaient-ils déclarer que le public américain, ou même le Congrès, soutenaient le conflit alors qu'ils ne disposaient pas de la moitié de la vérité ?

Parmi les nombreux rapports que je recevais par courrier électronique, lorsque je travaillais en Irak en 2009 et 2010, il y avait un rapport interne des affaires publiques qui faisait la liste des articles récemment publiés sur la mission des Etats-Unis en Irak. L'une de mes tâches régulières consistait à fournir, pour le compte-rendu transmis au commandant de l'est de Bagdad, une description simple de chaque sujet traité, en complétant notre analyse avec des données du renseignement local.

Plus j'effectuais ces comparaisons quotidiennes entre les informations provenant des Etats-Unis et les rapports militaires et diplomatiques disponibles dont je disposais en ma qualité d'analyste, plus je prenais conscience des disparités. Contrairement aux synthèses solides et nuancées que nous établissions sur le terrain, les informations à la disposition du public étaient noyées dans des spéculations et des simplifications brumeuses.

Un indice de cette disjonction se trouvait dans les rapports d'affaires publiques. Au début de chaque rapport était indiqué le nombre de journalistes incorporés [embedded] rattachés à des unités militaires étatsuniennes dans une zone de combat. Pendant toute la durée de mon déploiement, je n'ai jamais vu ce nombre dépasser douze. En d'autres termes, dans l'ensemble de l'Irak, qui comprenait 31 millions de personnes et 117 000 soldats étatsuniens, il n'y avait pas plus d'une douzaine de journalistes qui couvraient les opérations militaires.

Le processus de limiter l'accès de la presse à un conflit commence lorsqu'un reporter demande le statut d'intégration [embed status]. Tous les reporters sont soigneusement sélectionnés par les responsables militaires des affaires publiques. Ce système est loin d'être impartial. Sans surprise, les reporters qui ont établi des relations avec les militaires sont plus susceptibles d'obtenir un accès.

Bien moins connu est le fait que les journalistes, que des sous-traitants militaires évaluent comme susceptibles de produire des couvertures « favorables », sur la base de leurs anciens articles, obtiennent leur préférence. Cette évaluation externalisée de « favorabilité » attribuée à chaque demandeur est utilisée pour filtrer les personnes jugées susceptibles de produire une couverture critique.

Les journalistes qui réussissaient à obtenir un statut d'intégration en Irak étaient alors tenus de signer un accord média intitulé « règles de base ». Les responsables des affaires publiques de l'armée ont déclaré que c'était pour protéger la sécurité opérationnelle mais cet accord leur permettait également de mettre fin à l'incorporation d'un journaliste sans qu'il puisse faire appel de cette décision.

Il y a eu de nombreux cas de journalistes ayant eu leur accès résilié suite à des articles controversés. En 2010, le regretté journaliste de *Rolling Stone*, Michael Hastings, a vu son accès retiré après [un reportage critique de l'administration Obama par le général Stanley McChrystal](#) et ses troupes en Afghanistan. Un porte-parole du Pentagone [a déclaré](#) : « L'incorporation est un privilège, pas un droit ».

Si le statut d'incorporé d'un journaliste est résilié, il ou elle est généralement placé sur une liste noire. Ce programme de limitation d'accès de la presse a été contesté devant les tribunaux en 2013 par un journaliste indépendant, Wayne Anderson, qui prétendait avoir respecté son accord mais avoir été évincé après la publication d'articles défavorables sur le conflit en Afghanistan. La décision judiciaire de son affaire a confirmé la position de l'armée selon laquelle être un journaliste incorporé n'était pas un droit protégé par la Constitution.

Le programme de journalistes incorporés, qui se poursuit en Afghanistan et partout où les Etats-Unis envoient des troupes, est profondément marqué par la compréhension par l'armée de la manière dont les médias ont fait basculer l'opinion publique durant la guerre du Vietnam. Les gardiens dans les affaires publiques ont trop de pouvoir : les reporters craignent naturellement d'avoir leur accès résilié, et ils tendent alors à éviter les reportages portant à controverse qui pourraient allumer les voyants rouges.

Le programme existant force les journalistes à rivaliser les uns avec les autres pour un « accès spécial » à des questions vitales de politique étrangère et intérieure. Trop souvent, cela crée des reportages flatteurs pour les principaux décideurs. Le résultat est que l'accès du public étatsunien aux faits est balayé, ce qui ne lui laisse

aucun moyen d'évaluer la comportement des responsables étatsuniens.

Les journalistes ont un rôle important à jouer en appelant à réformer le système d'incorporation. L'impression favorable donnée par un article précédemment publié par un journaliste ne devrait pas être un critère. La transparence, garantie par un organisme qui n'est pas sous le contrôle des responsables des affaires publiques, doit régir le processus d'accréditation. Une commission indépendante composée de membres du personnel militaire, d'anciens combattants, de civils du Pentagone et de journalistes pourrait équilibrer le besoin d'information du public avec le besoin de sécurité de l'armée en matière d'opérations.

Les journalistes devraient avoir un accès rapide à l'information. L'armée pourrait faire bien plus pour permettre une déclassification rapide d'informations ne mettant pas en danger les missions militaires. Les rapports d'activité importants de l'armée (Significant Activity Reports), par exemple, offrent un aperçu rapide des événements comme les attaques et les victimes. Souvent classifiées par défaut, ces informations pourraient aider les journalistes à rapporter les faits avec précision.

Les sondages d'opinion indiquent que la confiance des Étatsuniens dans leurs élus est au plus bas. Améliorer l'accès des médias à cet aspect de notre vie nationale – où le pays a engagé les hommes et les femmes de ses forces armées – serait un pas en avant important vers le rétablissement de la confiance entre les électeurs et les responsables.

CHELSEA MANNING

Chelsea Manning est une ancienne analyste du renseignement militaire des Etats-Unis.

Traduction : Romane

»» <http://www.nytimes.com/2014/06/15/opinion/sunday/chelsea-manning-the-u...>